

Les élections françaises de 2017 et les travailleurs : Une interview avec Bernard Thibault

Interview de Nicolas Pons-Vignon

Au pouvoir depuis 2012, le Parti Socialiste a forcé l'adoption de la Loi Travail face à la résistance des syndicats (et surtout de la CGT) et mis en œuvre des budgets d'austérité sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale. Dans un tel contexte, quels sont les enjeux des élections législative et présidentielle françaises de 2017 pour le mouvement syndical, et la classe ouvrière plus généralement?

Bernard Thibault : le Président de la République et son gouvernement, comme bien d'autres avant eux, constatent leurs échecs aux yeux des travailleurs uniquement lorsqu'arrivent les rendez-vous électoraux. Ils ont déçu non seulement en ne tenant pas leurs promesses mais en y ajoutant des lois contraires aux principes historiquement défendus par la gauche à l'image de « la loi dite travail ». L'enjeu de ces élections, difficile à imposer dans un contexte politique où ce sont les scandales autour d'élus qui dominent, est d'imposer les questions sociales parmi les priorités.

Le candidat Emmanuel Macron, actuel favori des sondages, se présente avec un programme qui rappelle fortement la *New Left* de Tony Blair, mélange de néolibéralisme économique et de progressisme sur les questions de société. Que vous inspire son idée de "dépasser le clivage gauche-droite" ?

B.T. : Emmanuel Macron était inconnu d'une majorité de Français il y a encore six mois. Conseiller de F. Hollande, propulsé ministre éphémère de l'économie, il a décidé de voler de ses propres ailes, encouragé par quelques responsables politiques qui ont anticipé la crise des deux principaux partis qui alternent au pouvoir depuis des décennies. Les électeurs de droite ont éliminé Sarkozy et Juppé dans leur primaire au bénéfice de François Fillon sur la base d'un programme ultraconservateur sur les questions de société et antisocial. Depuis, F. Fillon est largement discrédité par sa mise en cause en justice pour différentes infractions graves. Alors que sur le papier le vainqueur de la primaire de la droite avait de grandes chances d'emporter l'élection présidentielle, l'entêtement de F. Fillon à maintenir sa candidature coûte que coûte va probablement faire perdre son camp. Parallèlement la primaire socialiste, après le renoncement de F. Hollande à briguer un autre mandat, a rejeté Manuel Valls pour retenir un candidat plus à gauche au sein du PS. M. Valls et ses amis n'acceptent pas le résultat interne malgré leurs propres engagements et ont décidé, au grand dam de B. Hamon, de voter pour E. Macron, préparant ainsi une recomposition politique à venir.

Tout cela pour dire que Macron est aussi le produit de la crise des grands partis français. Son crédo « ni à droite, ni à gauche » n'est pas nouveau. En voulant recycler des déçus de la droite et de la gauche il espère créer un « centre » hétéroclite. Le centre n'a jamais formé une majorité politique stable en France. Droite et gauche sont des marqueurs encore importants dans la société française et à l'expérience le « centre » penche largement à droite. La « cote » de Macron s'explique aussi par des médias complaisants et des milieux d'affaires prêts à s'en accommoder malgré son inexpérience dans la mesure où il donne dans sa campagne de nombreux gages favorables aux entreprises, particulièrement aux plus grandes d'entre elles, et au secteur financier. Enfin, il est un peu facilement présenté comme étant le seul

susceptible d'empêcher Marine Le Pen d'accéder au pouvoir après le premier tour des élections. Ceci est un peu malhonnête car les sondages montrent qu'elle perdrait contre les autres candidats aussi (Fillon ou Mélenchon).

L'extrême droite n'a cessé de progresser dans ses résultats électoraux depuis quarante ans, pour finir par constituer un candidat crédible à la victoire. Une grande partie du vote qu'elle attire vient des bastions traditionnels de la gauche et des syndicats. Comment expliquez-vous cela, et quelle stratégie pourrait permettre de lutter contre l'attraction des salarié(e)s vers le populisme xénophobe, qui est un phénomène global, comme le montre la victoire de Trump aux Etats-Unis ?

B.T. : Il est vrai que la menace de voir l'extrême droite accéder au pouvoir en France n'a jamais été aussi crédible. Quoi qu'il en dise, c'est une part du bilan désastreux de F. Hollande. Si l'influence de M. Le Pen a progressé sur l'ensemble du territoire, il faut relever que plus la population est syndiquée, moins les idées du FN sont partagées. C'est un enseignement important. Là aussi il y a une part de la progression du vote FN qui s'exprime par défaut ou par dépit et défi à l'égard des autres partis ou responsables politiques sourds aux aspirations du peuple. Il y a également, rien ne sert de le nier, une adhésion à ses thèses racistes et xénophobes qui n'hésitent pas à faire l'amalgame entre musulmans et responsables du terrorisme et ou du chômage.

La question des migrations, notamment au sein de l'Union européenne, a été un thème central de la campagne sur le *Brexit* au Royaume-Uni. Pensez-vous que les règles européennes ont aliéné la classe ouvrière française ? Des réformes sont-elles nécessaires pour limiter le dumping social en Europe ?

B.T. : Dans un livre, *La troisième guerre mondiale est sociale* (2016), j'ai décrit les mécanismes propres à l'Europe qui participent à la mise en concurrence des travailleurs dans un espace économique unique. Le choix de concevoir un espace économique unique assurant la libre circulation des capitaux, des personnes, et des marchandises sans préoccupation des conditions sociales dans lesquelles s'effectuent ces échanges nous entraîne dans une spirale négative du point de vue de la qualité des droits sociaux. Le droit européen est parfois contradictoire avec les normes internationales du travail édictées par l'OIT, il y a d'énormes écarts entre pays européens quant au respect de ces normes. La révision de la directive sur le détachement des travailleurs, l'abandon des politiques d'austérité, l'instauration d'un salaire minimum décent pour tous, le respect par l'UE elle-même des normes de l'OIT, sont quelques-unes des pistes pour changer la nature profonde de l'Europe.

La "gauche" se présente divisée aux élections, avec d'un côté Benoît Hamon (PS) et de l'autre Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise). Une alliance vous semble-t-elle souhai-

table ? Si oui, sur quels principes devrait-elle s'appuyer ?

B.T. : C'est malheureusement un constat : « la gauche » se présente divisée aux élections présidentielles et c'est maintenant bien trop tard pour envisager un autre scénario.

Il y avait peut-être un espace pour travailler à un rassemblement des énergies et des projets, mais le bilan du gouvernement a largement handicapé cette hypothèse qui impliquait de se démarquer largement des choix politique portés durant ces cinq dernières années.

Ceci pénalise les deux candidats et rend plus difficile le fait que la gauche de conviction et d'action figure parmi les favoris du scrutin, même si rien n'est encore joué dans ce feuilleton à rebondissements. Ainsi l'élection présidentielle semble se résumer à une compétition au sein même de la gauche pour savoir qui incarne son leadership. Ce challenge se renouvellera pour l'élection des députés qui suivront.

Seuls deux candidats à la présidentielle française (Hamon et Mélenchon) proposent une augmentation du SMIC [salaire minimum] alors que le BIT vient de publier son rapport annuel sur les salaires dans lequel il attire l'attention des gouvernements sur l'accroissement des inégalités salariales et, de manière générale, sur le fort ralentissement de la croissance salariale dans le monde. Comment expliquez-vous l'indifférence de la majorité des candidats français à cette question ?

B.T. : La plupart des autres candidats considère que la compétition mondiale passe par un encadrement rigoureux des salaires, peu importe les répercussions sociales et économiques de cet aveuglement politique. Ils semblent ignorer le quotidien de millions de travailleurs vivant avec le smic ou les revenus des temps partiels qui se multiplient.

Au mieux, ces candidats de l'orthodoxie monétaire et budgétaire envisagent de recycler des cotisations sociales en salaire direct sans assumer l'impact de ce transfert sur la qualité de la protection sociale. Il est un peu facile d'annoncer une diminution des cotisations sans rappeler qu'il s'agit là d'une partie du salaire différé. Autrement dit, ils ne proposent pas de sortir de ce cycle dévastateur d'une baisse de la rémunération du travail au profit de la rémunération du capital.

Pourtant le dernier rapport du BIT sur les salaires alerte les Etats sur les effets prévisibles d'une telle approche si elle devait se prolonger et se généraliser : une aggravation des difficultés sociales pour les travailleurs, une montée du chômage et donc une possible récession économique de portée internationale. En revendiquant de réelles augmentations de salaire et du niveau des pensions de retraite, les syndicats sont les seuls à éloigner la menace de cette nouvelle crise globale en gestation.

Bernard Thibault est l'ancien Secrétaire Général de la Confédération Générale du Travail (CGT) et un membre du Groupe des Travailleurs du Conseil d'administration de l'Organisation Internationale du Travail.

Référence :

Thibault, B. (2016) *La troisième guerre mondiale est sociale*, Paris : Editions de l'Atelier.